

Le gouvernement n'a pas vraiment tenté de remettre les clés de ce secteur à l'ensemble des Canadiens. Il a tout simplement essayé de faire la fortune d'une poignée de Canadiens en faisant payer à tous leurs concitoyens une industrie qu'ils financent déjà depuis des décennies. Le gouvernement a permis que les Canadiens perdent le contrôle de leur secteur énergétique en utilisant leur argent contre leurs intérêts. Après avoir permis qu'il passe entre les mains d'intérêts étrangers, il voudrait maintenant forcer les travailleurs canadiens à financer de nouveau ce secteur afin de le racheter. Ce n'est pas au profit des travailleurs canadiens que s'opère cette transaction, mais au profit de quelques loups du monde des affaires qui rêvent de devenir de petits Rockefeller locaux.

Par exemple, depuis quatre ans, les dégrèvements fiscaux consentis à ce secteur ont totalisé environ 13 milliards de dollars. Pourtant, pendant cette période, les sociétés pétrolières n'ont versé que 5 milliards de dollars d'impôts. En d'autres termes, cette industrie s'est vu remettre plus de deux dollars pour chaque dollar d'impôt qu'elle a versé. Voilà les subventions que les Canadiens qui ne sont pas propriétaires de l'industrie pétrolière ont versées à ce secteur.

Le taux effectif d'impôt proposé pour l'industrie pétrolière serait d'environ 10 p. 100; c'est-à-dire un taux de 36 p. 100 ramené à 10 p. 100 une fois déduits tous les allègements qu'accorde de plus en plus le gouvernement aux sociétés pétrolières. Qu'on compare ce taux à celui de 18 p. 100 que doit payer un contribuable marié avec deux enfants à charge et gagnant un revenu de \$25,000. Une société gagnant plusieurs milliards ou plusieurs millions n'est imposée qu'à 10 p. 100 en réalité; et pourtant, les députés qui siègent à l'extrême-droite déplorent que les sociétés pétrolières soient durement traitées.

M. Taylor: Nous déplorons que les Canadiens soient durement traités.

M. Heap: Si on mettait fin aux concessions fiscales, le gouvernement toucherait environ 4 milliards de dollars de plus qu'il pourrait dépenser utilement pour le bien des citoyens canadiens. Le gouvernement fédéral pourrait rendre aux provinces la somme de près de 1.5 milliard de dollars par an qu'il vient de leur retirer. On pourrait aider davantage l'enseignement postsecondaire qui est moins subventionné au Canada que chez tous nos autres concurrents sur le plan industriel. On pourrait améliorer les services de garderie, ce que les ministres promettent tous les deux mois sans jamais rien faire. Nous pourrions augmenter les pensions, ce que les ministres promettent également tous les deux ou trois mois sans passer à l'action. Ce serait vraiment intéressant pour les travailleurs canadiens mais ce sont les multinationales pétrolières qui nous soufflent cet argent.

Programme d'encouragement du secteur pétrolier—Loi

Il y a un autre moyen de calculer. Ainsi, rien qu'en 1979, les concessions fiscales accordées aux compagnies pétrolières—c'est-à-dire les cadeaux fiscaux qui leur ont été faits—s'élevaient en tout à 3.4 milliards de dollars, alors que les impôts versés par les entreprises de ce secteur n'étaient que de 1.4 milliard de dollars. Autrement dit, cette année-là, tous les autres contribuables canadiens ont dû donner environ 2 milliards de dollars aux compagnies pétrolières sous forme de subventions.

M. Parker: C'est la politique des conservateurs également.

M. Heap: C'est la politique des conservateurs et celle des libéraux. Les conservateurs la prêchent; les libéraux la mettent en pratique. Le fait est que cette politique est maintenue et, comme l'a si bien dit le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, il y a deux jours à Toronto:

Il est vrai que nous avons imposé de nouvelles taxes aux compagnies pétrolières... Celles-ci se sont plaintes à ce sujet depuis que le budget a été déposé. En toute sincérité, je peux dire que leur situation ne sera pas pire en 1981 qu'en 1979; elle s'améliorera peut-être même.

Il devrait être au courant. Grâce aux cadeaux fiscaux, les sociétés ont reçu bien plus que ce dont elles avaient besoin. Ainsi, les 2 milliards de dollars que nous leur avons donnés il y a deux ans—et cela continue—n'étaient pas suffisants, d'après mes collègues assis à ma droite, pour les inciter à continuer à chercher du pétrole. Mes collègues aimeraient que nous donnions à ces compagnies 4 ou 10 milliards de dollars en les suppliant, bien sûr, de revenir nous voir, alors que rien ne nous permet de supposer qu'elles nous trouveront plus de pétrole, même s'il devait être excédentaire.

• (1640)

Le gouvernement propose que pour chaque dollar investi par les compagnies pétrolières dans la plupart des cas au Canada, le contribuable investirait à son tour \$4, ce qui lui vaudrait en retour une participation de seulement 25 p. 100. Autrement dit, c'est le seul type d'investissement qui rapporte au principal investisseur un intérêt ou une participation dérisoire, insignifiante.

Le bénéfice maximal pour une compagnie à participation exclusivement canadienne serait de 93 cents par dollar; même dans le cas d'une multinationale, l'avantage maximal a augmenté, de sorte qu'au lieu de payer 37 cents par dollar, elle n'aura plus maintenant qu'à payer 28 cents. Toute le reste sera assumé par les travailleurs canadiens.

M. Parker: On ne peut voir cela qu'au Canada.

M. Heap: Elles n'ont tout simplement pas besoin de cet argent, monsieur l'Orateur. Elles l'accepteront si nous le leur donnons. Si nous sommes assez idiots pour les laisser faire, elles nous l'enlèveront. Des pays comme la Norvège ne le prodiguent pas aussi généreusement. La Norvège va accaparer jusqu'à 70 p. 100 d'une terre qui ne lui appartient pas déjà si une compagnie pétrolière y découvre un gisement de pétrole. C'est parce que le pétrole est la propriété des Norvégiens. Au Mexique, l'industrie pétrolière est nationalisée depuis 40 ans, ce qui explique le progrès actuel de ce pays.

Il y a à peine un an, le ministre déclarait que notre gouvernement était plus favorable aux investissements étrangers que tout autre pays au monde. Il disait vrai; c'était même un euphémisme. Au Canada, une compagnie étrangère imposable